

nouvelles explications de Mouchabeuf avec beaucoup d'attention.

—Qui me garantit que tu feras ce que tu proposes ? dit-il après un instant de silence.

—Vous pouvez venir avec moi, si vous voulez ; vous assisterez à la conclusion de l'affaire, et, comme ça, vous serez bien sûr que je ne vous trompe pas.

—Mais quand et comment veux-tu que j'aille à Rueil, surtout avec une marchandise pareille ?

—Faut pas que ça vous tourmente. Les portes sont fermées, mais elles ouvriront à sept heures.

—J'ai ma carriole remise aux Ternes ; nous avons tout le temps d'y aller au petit trot avec le fiacre.

—Une fois là, nous transvasons l'enfant dans mon *berlingot* ; le logeur me connaît et il ne s'occupera pas de ce que nous ferons dans sa remise.

—Au jour, nous filons par la porte de Neuilly, et avant midi nous sommes chez moi.

—A moins que les jolis gardes nationaux ne nous arrêtent en route.

—J'ai un laissez-passer pour trois personnes ; nous arriverons aussi facilement que si nous avions pris les premières du chemin de fer.

—Et si la fille amène le poste ou les passants ?

—Ah ! M. Taupier ! vous qui êtes si malin en affaires, dit Mouchabeuf tout étonné, comment voulez-vous qu'elle les appelle, puis qu'elle est muette ?

—Elle peut faire des gestes.

—Ma carriole est couverte, nous la mettrons dans le fond. D'ailleurs, je suis connu, et, en cas de besoin, je dirais que c'est une nièce à moi qui est folle.

—Mais, quand nous arriverons, les Prussiens ne seront pas là à l'attendre.

—Quant à ça, non, ils ne viennent que la nuit ; mais j'ai une bonne cave bien cadennassée où nous logerons la petite en attendant, et, pour la garder, j'ai Polyte, mon garçon, qui est un solide.

Taupier se promenait sur le quai d'un pas saccadé.

—Pas moyen de faire autrement, disait-il entre ses dents ; ces brigands-là ne m'obéiraient pas.

—Allons, vous autres, reportez-moi ça dans le fiacre et en route pour les Ternes.

Les deux coquins ne se firent pas prier ; les citations du Code pénal leur avaient donné à réfléchir.

Régine, toujours inerte, fut assise de nouveau dans la voiture, qui tourna pour gagner le boulevard.

—J'aurais mieux aimé le canal, grommelait le bossu, c'est plus près et c'est plus sûr.

F. DU BOISGOBEY.

(La suite au prochain numéro.)

REVUE DE LA SEMAINE

FRANCE

La crise ministérielle, en France, s'est terminée paisiblement. Le ministère n'a pas résigné.

Il a préféré consentir à se résigner. Il s'est soumis aux volontés impérieuses de la Gauche, qui, pour le récompenser de cet acte de soumission louable, consent, de son côté, à le laisser en place.

Cet esprit de sacrifice d'une part et cette générosité de l'autre sont dignes d'admiration.

Cette petite querelle réglée, l'exécution de la danse va commencer.

Deux points du programme vont être immédiatement réglés.

Le gouvernement s'est engagé à gracier sur-le-champ tous les communards qui sont encore à Nouméa. C'est une gracieuseté qu'il a fait, plus ou moins forcément, à la gauche radicale, qui éprouve un besoin légitime de revoir ses amis exilés. Bientôt, *tous les amis* se retrouveront réunis à Paris. C'est alors que de beaux jours luiront de nouveau pour la France. On peut s'attendre à de nouvelles fêtes au pétrole.

Aussitôt le rappel des incendiaires ordonné, le ministère promet d'opérer le renouvellement des bureaux.

Tout ce qui reste d'employés conservateurs ou suspects de conservatisme, dans les administrations, sera impitoyablement sacrifié. Le cabinet pourra s'estimer encore heureux si la radicalement n'exige pas que les fonctionnaires démis soient uniformément remplacés par des revenants de Nouméa.

La Droite n'a pris aucune part au débat. Elle s'est abstenue et n'a pas voté sur la motion de non-confiance. Elle se sent impuissante et préfère laisser les radicaux se dévorer entre eux. Le maréchal de MacMahon est à peu près dans le même cas que le parti conservateur. Il tolère les maux qu'il ne peut empêcher, et il demeure à son poste, malgré ses répugnances, pour prévenir de plus grands excès.

Un autre sénateur à vie vient de mourir. C'était un républicain. On parle de le remplacer par le célèbre Renan, l'impie.

Le ministre de l'Instruction publique a soumis à la Chambre des Députés un projet de loi pour rendre l'Instruction primaire obligatoire en France, à partir du 1er janvier 1880.

Le télégraphe dit que le maréchal MacMahon a signifié à M. Grévy, le bonace président de la Chambre, qu'il résignerait si l'on persistait à vouloir mettre en accusation l'ancien ministre de Broglie-Fourtau.

ANGLETERRE

Tout va de mieux en mieux dans l'Afghanistan.

tan. Les Russes, qui savent plier quand ils se sentent battus, proclament modestement le triomphe des Anglais. Autant ils montraient d'arrogance au commencement de la campagne, autant ils montrent de la déférence maintenant. Les journaux officiels de Saint-Petersbourg reconnaissent que l'Angleterre est en possession de l'Afghanistan et confessent que la politique du ministère Disraeli a complètement réussi. Ils accusent réception en même temps de la personne de l'ex-émir, dont l'hégire s'est heureusement accomplie.

A. G.

Extrait de *L'Echo des Muses*, Draguignan (France), le 1er décembre 1878.

LE PREMIER ENFANT

(A MADAME L.-H. FRÉCHETTE)

Le front de tous les deux reflétait la jeunesse.

Elle sur lui versait un long regard d'amour ; Lui l'en récompensait d'un baiser plein d'ivresse ; Le sourire habitait leurs lèvres tout le jour.

Il semblait cependant qu'un voile de tristesse Assombrissait parfois leurs fronts au doux commerce sur un lac bleu, que le soleil caresse, [tour, Font, en s'y projetant, les ombres d'une tour.

Au bonheur de tous deux il manquait quelque

A leur bouquet d'amour il manquait une rose :

Un matin, sous leur toit, elle tomba du ciel.

Un mignonnet berceau reçut le petit ange.

Sur leurs têtes, dès lors, l'azur fut sans mélange ;

Et tous deux, à genoux, bénédisaient l'Eternel !

RAOUL BONNERY.

Saint-Remy-du-Plain (Sarthe).

CHRONIQUE AMÉRICAINE

NEW-YORK, 23 janvier 1878.

Qui l'aurait cru ? M. Léon Choteau, que l'on croyait définitivement rentré en France, revient aux Etats-Unis avec l'intention de plus en plus évidente de combattre à outrance le protectionisme.

Voilà une mission certainement que je ne lui envie pas. Quel sujet ingrat ! et combien il est difficile d'être éloquent avec tant de chiffres et surtout tant de zéros !

On m'assure que ce vaillant économiste a une grande habitude de la langue anglaise, et qu'il s'exprime avec tant de facilité, qu'il rendrait des points à beaucoup de Bostoniens.

La France, par la voix de M. Léon Choteau, desire écouler ses produits manufacturés et autres sur le marché des Etats-Unis dans les meilleurs termes et avec les tarifs les plus doux.

Certes, la France a le droit et le devoir de se préoccuper du bonheur de son peuple.

Le blé, le lard, les jambons d'Amérique, ainsi que les bœufs qu'on expédie sur pied maintenant, ne sont pas à dédaigner. La nourriture à bas prix permet de fabriquer à meilleur marché ; de là double avantage.

Si, grâce à cette importation providentielle, notre France peut encore augmenter le chiffre de ses exportations, le but est atteint et M. Léon Choteau aura bien mérité de la patrie.

La Pensylvanie, l'Etat de New-York, le Massachusetts, sont des sentinelles avancées des Etats-Unis. Depuis longtemps, lorsque l'étranger leur crie : Libre-échange ! elles répondent toujours : On ne passe pas !

Les idées comme les produits de l'Europe sont obligés de passer par les mains des Yankees, lesquels se sont octroyé, à eux-mêmes, le privilège de fabriquer, trafiquer, vendre, acheter, agioter pour le compte des autres Etats sans leur en demander la permission.

M. Léon Choteau fera donc bien d'employer toutes les ressources de l'art oratoire lorsqu'il touchera aux manufactures de la Nouvelle-Angleterre, qui sont, aux yeux des Américains, comme une sorte de temple de Delphes auquel il ne faut pas toucher sous peine de sacrilège.

Les adorateurs du dieu dollar croient fermement que c'est grâce à leurs manufactures et aussi à la protection de 50 à 70 pour 100 que l'on a pu exonérer le pays de l'exportation étrangère et payer les milliards de la guerre civile.

Mais M. Léon Choteau ne vient pas

préconiser le libre-échange d'une manière absolue.

Les tarifs—que l'on les nomme protecteurs ou destructeurs—sont d'abord utiles aux gouvernements ; le commerce, l'industrie, les consommateurs viennent après. La France aussi bien que les Etats-Unis ont trop besoin d'argent pour que leurs budgets puissent se priver tout à coup de droits de douane si productifs.

Si j'en juge par le mouvement de l'opinion publique et le langage des journaux, cette nouvelle croisade en faveur du libre-échange ne convertira guère de protectionnistes, et je pense que M. Léon Choteau devra se montrer très-satisfait s'il obtient, après beaucoup d'efforts, une simple modification de tarifs.

Libre-échange, protection,
Quel sujet de réflexion,
Au coin de l'âtre quand il neige !
Chaque système a son défaut.
Mais, cependant, je crois qu'il faut
Qu'on nous protège !

Deux duellistes croisent le fer,
On se batten au revolver,
L'œil en feu, les pieds dans la fange.
Lorsque l'honneur est satisfait,
Chacun d'eux, il me semble, a fait
Du libre-échange !

Ces préoccupations économiques, Dieu merci, ne troublent pas la bonne humeur de la population newyorkaise ; je crois même que la plus grande partie n'en connaît pas un traître mot.

Elle a bien, certes, autre chose à faire !

Est-ce qu'il ne faut pas faire le tour de Central-Parc en sleigh, fendre l'air, culbuter les allants et venants ? L'autre jour, M. Vanderbilt a presque tué une dame qui passait tranquillement dans son sleigh : ce roi de la finance s'est aussitôt nommé et a dit à la femme culbutée : " Comme vous le savez, je suis millionnaire ; mes moyens me permettent de briser n'importe quoi ; envoyez-moi sur une note l'addition de vos bras et jambes cassés, et j'en paierai le total ! "

Une grande partie de la ville s'écrie en se levant : " Que joue-t-on ce soir ? Allons voir les *Fourchambault*, la pièce si bien écrite d'Emile Augier ? Applaudissons la troupe italienne dont, à part la musique, nous ne comprenons pas un mot ? Irons-nous à *Gilmore Garden* patiner dans un flot d'harmonie et sur un vrai lac de glace ? "

A l'heure dite, la foule s'éparpille sans dire mot : chacun va où son instinct le pousse.

Récapitulation faite entre tous les théâtres, il se trouve que c'est miss Anderson qui a attiré le plus de monde. N'est-ce pas merveilleux ? on prétend que c'est la plus grande marcheuse de l'univers. Elle défie, *Urbi et Orbi*, tous les marcheurs célestes, à commencer par le Juif Errant.

Des milliers de spectateurs ont applaudi à tout rompre cette jeune miss qui tourne autour d'une piste comme un écureuil dans sa cage, et qui peut passer plusieurs jours sans dormir.

Les bals masqués, aussi, appellent à leurs saturnales d'autres folles et d'autres fous, hélas ! En vérité, si le *Herald* ne publiait pas chaque jour une liste de pauvres diables qui meurent paisiblement de faim chez eux, on pourrait se croire dans un pays de Cocagne.

La semaine passée, j'ai embarqué un étrange personnage pour France. On doit le connaître à Montréal. C'est l'ex-rédacteur de la *Liberté*, journal impossible, estropiant l'anglais comme le français, et que la *Minerve* a définitivement éreinté pendant l'hiver de 1876 à 1877.

J'ai rencontré ce pauvre hère dans Union-Square. En le voyant, j'ai deviné instinctivement qu'il n'avait pas mangé depuis deux jours. Je me trompais, il y en avait trois !

Après plusieurs repas reconfortants, j'ai fait quelques démarches en sa faveur au consulat de France qui n'ont pu aboutir.

Enfin, j'ai découvert un navire qui transporte des bœufs vivants en France.

—J'ai besoin de quelqu'un pour soigner mes bêtes, me dit le capitaine.

—J'ai votre affaire, lui ai-je répondu.

—Qu'est-ce que votre protégé sait faire ?

—Des vers, capitaine, pour vous servir.

—All right, il en récitera à mes bœufs, cela leur fera prendre patience !

Et j'ai embarqué M. Georges Michel ou Gergeos Melchi, comme vous voudrez. Que Neptune et Apollon lui soient favorables !

C'est décidément une ville bien agréable que New-York !

ANTHONY RALPH.

CHOSSES ET AUTRES

On dit qu'il est question, à Ottawa, de réduire de dix par cent les salaires des fonctionnaires publics.

Le *Mail* dit qu'il faudrait dix semaines pour faire tout ce que la Chambre de Commerce suggère.

Rapport sur le Concours d'Agriculture, par le docteur Hubert LaRue. Nos remerciements à qui de droit pour l'envoi de cette intéressante brochure.

Un correspondant du *Mail* dit qu'il y a peu de chance d'établir des relations commerciales plus avantageuses avec la France.

La direction de *L'Opinion Publique* n'est pas responsable du paragraphe publié, par inadvertance, la semaine dernière, au sujet de la nomination de M. le juge Ramsay comme lieutenant-gouverneur.

La Chambre de Commerce de la Puissance s'est prononcée en faveur du remplacement de la loi de faillite actuelle par une loi plus sévère pour le débiteur. D'après le système proposé, il n'y aurait dans chaque district qu'un Bureau de syndics qui aurait un salaire fixe.

Les Américains travaillent en ce moment à nous enlever le commerce de l'Ouest au profit de New-York, et on dit que Vanderbilt, le roi de leurs chemins de fer, veut ruiner le Grand-Tronc et le Great Western en coupant leurs communications avec Chicago.

Les journaux conservateurs parlent avec plus de confiance que jamais de la destitution de l'hon. M. Letellier. La dernière nouvelle est que la chose aura lieu dans les premiers jours de la session, au moyen d'une motion ou de résolutions qui seront proposées par Sir John lui-même.

On a fondé à Saint-Hyacinthe un club qui commence à faire parler de lui. On y a organisé pour l'hiver une série de lectures ou de discours. M. Fréchette a battu la marche par une lecture sur Washington ; l'hon. M. Laurier l'a suivi par une causerie sur l'éducation, et M. L.-O. David viendra après ; il parlera des orateurs canadiens.

Nous allons avoir plusieurs procès de presse. L'honorable M. Turcotte, Orateur, a poursuivi la *Gazette* de Montréal pour avoir dit que l'hon. M. Joly l'avait acheté comme on achète un mouton à la bouche. Il a aussi poursuivi le *Journal des Trois-Rivières* et on dit qu'il doit poursuivre le *Canadien*.

Le *Globe* publie, dans son édition hebdomadaire, la biographie de M. Robert Baldwin, le digne collègue de M. Lafontaine. On lit dans cette biographie la phrase suivante :

Notre pays peut avoir produit de plus grands hommes, mais il n'en a produit aucun de meilleur, et il n'y a aucun nom dans nos annales que l'on peut mentionner avec plus de respect que celui de M. Robert Baldwin.

M. Fabre écrit, dans l'*Evénement*, que si nous avions moins de journaux, ils seraient mieux faits, paieraient mieux leurs propriétaires et rédacteurs et auraient plus d'influence. Rien de plus vrai.

Dans un autre article, M. Fabre demande s'il n'y aurait pas moyen de changer le ton de notre presse, de faire disparaître les grossièretés qui la souillent. Il dit qu'on ne s'imaginerait pas, à lire nos